

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°206 | 150^e année | CHF 3.50

RÉFUGIÉS EN ITALIE

Etat d'urgence médical



Le camp de San Ferdinando à Polistena, en plein cœur de la Calabre. MAGALI GIRARDIN

3 Malgré la précarité économique, le Sud de l'Italie assume une prise en charge sanitaire sans précédent des migrants. Des ONG appuient les hôpitaux pour assurer le suivi des patients. Témoignages

éditorial

GUSTAVO KUHN

MALTRAITER,
LA PIRE DES
POLITIQUES

A l'instar d'Amnesty International ou de Médecins sans frontières, de nombreuses ONG dénoncent depuis longtemps les maltraitements généralisés et systématiques que subissent les migrants en Libye. Violences, abus sexuels, tortures, extorsions et traite humaine poussent chaque année des dizaines de milliers d'exilés à prendre, dès qu'ils le peuvent, le risque de traverser la Méditerranée pour quitter cet enfer. Coûte que coûte. «La moitié des personnes qui se rendent en Libye pensent y trouver un emploi, mais finissent par fuir vers l'Europe pour échapper à une insécurité potentiellement mortelle», confirmait en juillet un rapport du Haut Commissariat des Nations Unies sur les réfugiés.

C'est donc en connaissance de cause que l'Union européenne a pris en août la décision d'augmenter la sous-traitance libyenne du contrôle de la Méditerranée. Au lieu de soulager l'Italie et la Grèce en répartissant les réfugiés dans l'ensemble du continent, pour les accueillir dignement, Bruxelles condamne des milliers de personnes à continuer à subir de gravissimes atteintes aux droits humains.

Les témoignages recueillis dans le cadre du reportage que nous publions confirment les horreurs que les migrants endurent en Libye. Le personnel médical

qui leur prodigue les premiers soins en Italie l'attestent: «Ce sont de survivants!» Il faudrait donc les traiter comme tels.

Concrètement, les moyens manquent. Des ONG prêtent main forte aux structures publiques locales. Ces efforts restent cependant largement insuffisants face à la gravité de la crise. C'est surtout politiquement que le bât blesse. Alors que les principes humanitaires de base réclameraient qu'on prête protection et assistance à ceux qui ont réussi à arriver jusque chez nous, la plupart des pays européens tentent de repousser le problème. Condamnant ainsi des personnes traumatisées à survivre dans des conditions extrêmement précaires, les livrant en pâture à l'exploitation et aux réseaux mafieux.

Car ne nous y trompons pas, les politiques visant à rendre «l'asile moins attractif» consistent à maltraiter les réfugiés. «Les conditions d'accueil difficiles réservées aux migrants aggravent, réactivent et parfois provoquent les symptômes de syndrome de stress post-traumatique», relevait en début de semaine une étude réalisée par les universités de Genève et de Neuchâtel.

Cette réalité, même si on la connaît, une majorité ne veut pas la voir. Elle est pourtant là. Il est grand temps de l'entendre. Et surtout de réagir. |

WEEK-END

11 SOLIDARITÉ L'application de la déclaration des droits humains des autochtones reste un défi.

13 RELIGIONS Les funérailles laïques ont la cote. Regards croisés entre une célébrante laïque et un pasteur.

leMAG



Du sens des échanges

19 DÉBAT Appropriation culturelle et rapports de domination ou lorsque l'art devient éminemment politique.

21 ENGAGEMENT Occupations de lieux culturels en Italie et Nuit Debout à Paris, modes de lutte décryptés.

23 CINÉMA *The Square*, Palme d'or à Cannes, raille l'art contemporain et l'hypocrisie des nantis.

VAUD

La Municipalité de Lausanne écarte un chef de service à cause de son comportement

4

INTERVIEW

Entretien avec le lauréat du Prix Nobel de chimie Jacques Dubochet

9

Vous trouverez au centre de cette édition la tribune de substitution des sections Genève et Vaud Médias de syndicom. Fruit d'un partenariat, elle est distribuée avec *Le Courrier*. Son contenu est de la responsabilité de la section genevoise de syndicom.



Le Sud de l'Italie assume une prise en charge sanitaire des migrants sans précédent. La plupart d'entre eux souffrent de pathologies physiques et psychologiques lourdes. Témoignages

SOIGNER ET SE TAIRE

ISABEL JAN-HESS

Asile ▶ Il a 19 ans, sa voix est saccadée. Il raconte son voyage vers l'Europe avec une émotion sourde, les mots sortent lentement, à mesure que les images lui reviennent. Ismail, comme des milliers d'autres Africains, est passé par les camps de détention en Libye avant d'arriver en Calabre. Une terre d'accueil où il tente de se reconstruire une vie sur des cendres. «J'ai cru mourir, j'avais fui la Côte d'Ivoire pour trouver la paix après l'incendie des terres de mon père et son assassinat. Mais c'était pire, inimaginable, ce qu'on a vécu avec tous mes frères africains.»

Kidnappé, réduit en esclavage, Ismail était mineur et avait besoin de soins. «Je souffrais de plusieurs hernies et d'une perforation de l'estomac, après quelques semaines en Libye, je ne pouvais plus travailler. Alors ils me battaient et me vendaient à d'autres. J'ai été déplacé de Sabratha à Benghazi en passant par des lieux dont je ne connaissais même pas le nom.» Jusqu'au jour où, livide, «il ne sert vraiment plus à rien» et on l'embarque presque mourant sur un bateau de fortune. Repêché vivant, il sera finalement soigné en Calabre où il reprend des forces.

Prise en charge médicale colossale

Son récit est celui de dizaines de miraculés rencontrés sur les routes de Calabre et de Sicile. Tous plus ou moins atteints dans leur santé. Des séquelles de tortures aux amputations en passant par la tuberculose, les atteintes psychologiques et la dénutrition, la palette des pathologies est considérable. L'Italie, déjà submergée par des dizaines de milliers d'arrivants à héberger chaque mois (lire ci contre), paye aussi le prix fort en termes de prise en charge médicale. Le pays offre, en effet, l'accès aux soins sans condition d'urgence et sans frais aux migrants, y compris les prestations de santé mentale et d'obstétrique. Si aucun chiffre officiel ne résume le coût global des consultations, opérations et thérapies – souvent vitales – offertes aux personnes migrantes, il dépasserait largement le milliard d'euros annuel. Et il s'alourdit chaque année, selon les professionnels de la santé, soulagés de voir des ONG voler au secours des institutions publiques en créant des structures de prise en charge intermédiaires.

Médecins du monde a, par exemple, offert plus de mille consultations aux migrants en Calabre l'an dernier. En grande partie à des mineurs non accompagnés. La plupart des centres d'accueil proposent des consultations offertes par des médecins de la région. Médecins sans frontières (MSF) sillonne l'Italie depuis des années avec un bus sanitaire et vient d'ouvrir une clinique de suivi médical à Catane en Sicile. «La majeure partie de



Catane, le 4 octobre 2017. Une clinique de MSF accueille les réfugiés qui ont dû être hospitalisés dès leur arrivée en bateau, afin de leur permettre une rééducation en douceur avant d'entrer dans les centres. MAGALI GIRARDIN

ces gens arrivent en Europe avec des pathologies nécessitant une hospitalisation ou un traitement médical d'urgence, raconte Elisa Galli, responsable du projet de MSF à Catane. Les hôpitaux sont surchargés et les patients ressortent sans pouvoir bénéficier d'un suivi médical adapté. C'est tout le problème après l'urgence. La plupart ne poursuivent pas les traitements en sortant, car leur condition d'hébergement, souvent précaire ne le permet pas. Ils rechutent et reviennent à l'hôpital.»

«Aymeric avait 3 ans...»

La clinique de MSF, ouverte en juillet, accueille pour l'heure seize hommes et huit femmes, avec enfants parfois, pour des

suivis médicaux individuels d'environ un mois.

Ici, les patients récupèrent de leur long et douloureux chemin d'exil. Ils soignent leurs blessures physiques et psychologiques dans un cadre bienveillant. Marie est arrivée fin septembre avec sa fille de 5 ans, après une hospitalisation pour des brûlures, séquelles de maltraitance, et un lourd traumatisme. «Ma fille était aussi malade depuis des semaines en Libye», ajoute cette maman encore bouleversée par la mort de son petit garçon. «Aymeric avait 3 ans, impuissante je l'ai vu se débattre dans l'eau jusqu'à la mort.» Elle s'interrompt. Son regard se perd un instant dans le souvenir de ces images insoute-

nables. «J'étais déchirée entre l'envie de le rejoindre pour mourir avec lui, emportant ma fille avec nous ou me battre pour elle.» En montant à bord du bateau qui les a repêchés en mer avant le naufrage général, cette Camerounaise de 36 ans découvre le corps de son enfant. «Ma fille m'a dit ne pleure pas maman Aymeric n'est pas mort, je l'ai vu, il dort! J'ai eu de l'espoir, mais non...» MSF a coordonné l'ensevelissement dans la région de Syracuse et, depuis, Marie tente de se reconstruire ici avec sa fille. «Il repose en paix, je dois tenir pour elle, lui offrir l'avenir meilleur que je suis venu chercher ici pour eux.»

Des centaines de témoignages recueillis en Calabre et

en Sicile attestent, s'il le fallait encore, de la misère de certaines régions du Sud de la péninsule. Si quelques rares Bangladaï, Pakistanais, Irakiens ou Syriens ont été croisés en marge de ce reportage. La grande majorité des migrants arrivait d'Afrique. À l'exception des Erythréens et des Soudanais du Sud, ils sont considérés comme des migrants économiques et n'obtiennent généralement pas les fameux documents leur permettant de poursuivre leur chemin en Europe. Charge alors, souvent, aux responsables de centres d'accueil et aux avocats chargés des recours de les aider à plaider leur cause. «Certains sont persécutés en raison de leur reli-

gion, même si officiellement il n'y a pas de persécution de masse avérée dans leur pays, explique le responsable d'un centre à Lamezia Terme. D'autres sont menacés pour leur homosexualité ou leur appartenance à une faction politique ou tribale. Autant d'arguments qu'il convient de mettre en avant dans leur demande, même s'il est souvent impossible d'en apporter la preuve.»

«Ils finissent trop souvent dans la clandestinité»

Des situations dénoncées depuis des années par les ONG en contact avec ces personnes. «Lorsqu'ils arrivent ici, ce ne sont plus des migrants économiques, mais des survivants, tous atteints dans leur santé et qui méritent protection et aide humanitaire, martèle Mathilde Auvoisin, coordinatrice de SOS Méditerranée à Catane.

Malheureusement, ils obtiennent rarement le statut de réfugiés et finissent encore trop souvent dans la clandestinité. «Une aberration qui coûte bien plus cher à la collectivité qu'un véritable travail d'intégration dans les pays européens, qui manquent par ailleurs de main-d'œuvre», insiste un collaborateur du HCR, impuissant face au flot quasi ininterrompu de arrivées en Italie ces dernières années. «On a noté une légère baisse en août, mais on est reparti de plus belle, se déssole-t-il. Et la plupart n'obtiendront pas de papiers.»

Cet article a été réalisé grâce à la Bourse Jordi décernée à la photographe Magali Girardin et à la journaliste Isabel Jan-Hess.

DES MALADES PAR MILLIERS

À Polistena, en plein cœur de la Calabre, l'ONG Emergency prend en charge ces milliers de clandestins dans une petite clinique. Elle reçoit chaque jour des dizaines de ces immigrants, arrivés il y a plusieurs années en Italie. «Ces gens vivent dans de très mauvaises conditions sanitaires, sous des bâches, dans des camps de fortune, décrit Gianfilippo Pascolini, coordinateur d'Emergency en Italie et du centre médical de Polistena. Nous les rencontrons sur place, ou ils viennent à la clinique grâce à un système de navettes gratuites desservant plusieurs quartiers de Rosarno, Gioia Tauro et le camp de San Ferdinando.»

Entre fin 2014 et fin 2016, sa clinique a soigné plus de 8000 migrants clandestins. Et le nombre de consultations pourrait être encore plus élevé cette année. «La plupart souffre de malnutrition, de pneumonie, de blessures mal soignées et de toutes les ma-

ladies liées à ces conditions de vie, détaille le responsable. On note aussi une recrudescence des cas de tuberculoses et de gale, difficiles à enrayer car la surpopulation des camps entraîne une proximité propice à la propagation de maladies.»

Pour un jeune infirmier, les conditions de travail sont aussi en cause. «Ils ne sont pas équipés correctement pour ces tâches agricoles, on constate des blessures liées à de mauvaises chaussures ou aux mains non protégées, des problèmes de dos, parfois graves.»

Dans la salle d'attente ce jour-là, une très jeune Nigériane, une prostituée selon l'un de ses compagnons d'infortune, tient à peine debout. Ses yeux fiévreux se ferment, sa tête tombe et ses mains lâchent son téléphone sur ses pantoufles en velours rose. Elle attend, comme un groupe de jeunes, assis en face. Tous vivent au camp de San Ferdinan-

do et consultent pour des fièvres ou des troubles psychologiques, liés à leur situation de quasi-esclavage.

À la question de la légalité de cette réalité, un collaborateur du centre souligne le dilemme entre dénoncer ou ne pas voir. «On a le choix, confie-t-il désabusé. Soit dénoncer l'exploitation de ces personnes et les conditions de vie auxquelles elles sont condamnées en raison de leur clandestinité. Avec pour conséquence directe que les puissants groupes mafieux, connus pour être derrière l'exploitation de ces malheureux, nous empêchent ensuite d'accéder à ces gens. Soit ne rien dire. Rester à distance, mais pouvoir entrer dans le camp et venir en aide à ces centaines de personnes vulnérables, qui cohabitent ici.» Jusqu'à 1500 en pleine saison des récoltes, selon un médecin.

IJS